



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mercredi 07 Décembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Les recettes de la fiscalité pétrolière représentent 41% du total des recettes budgétaire prévues pour 2023 (Kassali)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, lundi, que les recettes de la fiscalité pétrolière représenteraient seulement 41% du total des recettes budgétaires de l'Etat prévues pour l'exercice 2023.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Texte de loi de finances 2023: les groupes parlementaires du Conseil de la nation saluent le maintien du caractère social de l'Etat

Les groupes parlementaires du Conseil de la nation ont salué, mardi, les efforts continus de l'Etat, à travers le texte de loi de finances 2023, pour le maintien des subventions en consécration de son caractère social.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Les membres du Conseil de la Nation valorisent les mesures financières et économiques dans le PLF 2023](#)

Les membres du Conseil de la Nation ont valorisé, lundi, l'ensemble des mesures financières et économiques et les dispositions législatives contenues dans le projet de Loi de finances (PLF-2023), soulignant leur rôle dans l'accélération de la cadence du développement et la promotion des acquis sociaux réalisés, indique un communiqué du Conseil.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Fonds de financements des start-up: plus de 80 start-up financées jusqu'à décembre 2022](#)

Le Fonds de financements des start-up a financé jusqu'à décembre 2022 plus de 80 startup algériennes portant le label "projet innovant" et le label "start-up", a déclaré à l'APS le Directeur général du Fonds, Hachani Okba.



[Kassali à propos du financement du déficit budgétaire :«Le gouvernement recourra au FRR»](#)

« La contribution de la fiscalité pétrolière au budget de l'État est de l'ordre de 41 % seulement. » Adopté le 22 novembre dernier, le projet de loi de finances 2023 consacrant un budget colossal jamais égalé depuis l'indépendance de l'Algérie de l'ordre de plus de 98 milliards de dollars, et un budget de fonctionnement de plus de 42 milliards de dollars, sera voté durant la séance plénière de ce jeudi.



[Programme présidentiel : 80% des engagements réalisés](#)

L'Algérie a introduit plusieurs changements réglementaires pour attirer les investissements étrangers. La stabilité politique influence le climat économique. Tout développement repose sur trois piliers: une bonne politique économique, un environnement juridique et politique approprié et un développement social équitable.

[1 million de start-up prévues en 2023 : Jeunes entrepreneurs : à vous l'Algérie!](#)

La mise en place d'un fonds africain dédié aux start-up et d'une agence continentale chargée des start-up africaines devra insuffler une dynamique certaine dans le continent. L'Algérie est-elle en passe de devenir un hub d'excellence pour les start-up sur le continent noir? Le Sommet africain des start-up qui se tient à Alger depuis le 5 du mois en cours, semble plaider en faveur d'un rôle d'avant-garde de l'Algérie dans ce domaine.

[La baisse de l'Opep+ n'a pas stoppé la chute des prix : Le baril ne répond pas!](#)

Les cours de l'or noir ont poursuivi leur baisse, le Brent, référence du pétrole algérien cédait 1,38 dollar, hier, vers 14h00 affichant 81,30 dollars. L'Opep+ avait décidé de baisser sa production de 2 millions de barils le 5 octobre. Reconduite le 4 décembre, elle s'est avérée impuissante à enrayer la détérioration des prix de l'or noir, deux séances consécutives durant.

[Fiscalité pétrolière : 41% du total des recettes budgétaires prévues pour 2023](#)



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a affirmé, lundi, que les recettes de la fiscalité pétrolière représenteraient seulement 41% du total des recettes budgétaires de l'Etat prévues pour l'exercice 2023.



Assurance : Généraliser le paiement électronique

La compagnie d'assurance de personnes, Macir Vie, a annoncé dans un communiqué son engagement avec l'appui du GIE Monétique, à généraliser le paiement électronique au niveau de l'ensemble de ses canaux de vente en procédant au déploiement prochain de terminaux de paiement électronique dans son réseau d'agences sur le territoire national et en promouvant le paiement sur internet déjà opérationnel depuis 2017.



Jusqu'au bout de la démarche

Dans la trajectoire d'une nation, il est recommandé de consacrer une halte pour confronter la réalité du terrain aux promesses faites aux citoyens en toute confiance. De 2019, date des élections présidentielles qui ont porté Abdelmadjid Tebboune aux destinées du pays, à cette fin d'année 2022 se sont écoulées trois années consacrées au programme de relance économique, à la modernisation de l'outil de production et la mise à niveau dans les domaines les plus divers de la vie des Algériens.



Reprise en main

Une synthèse des réalisations de l'Algérie durant ces dernières années ne peut comporter de pertinence sans un regard sur les élections et les référendums qui ont jalonné la vie politique du pays. L'élection du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a été un tournant pour déchirer la page du règne de l'ancien système.



Le budget 2023 : Les explications du ministre des finances aux sénateurs

Le déficit total du trésor public durant la période 2023-2025 est estimé à environ 6586 milliards DZD, en raison de l'ajustement du réseau d'inférence salariale, ainsi que de l'impact financier de l'intégration des bénéficiaires de l'Agence d'aide à l'insertion professionnelle. Ces chiffres ont été révélés par le ministre des Finances, lors de sa présentation, aux membres du sénat, du projet de loi de finances pour l'année 2023 puis dans ses réponses.



Poursuite du débat autour du PLF 2023 au Sénat: Les sénateurs expriment leurs préoccupations socio-économiques

Les membres du Conseil de la nation ont valorisé l'ensemble des mesures financières et économiques et les dispositions législatives contenues dans le projet de Loi de finances (PLF-2023), soulignant leur rôle dans l'accélération de la cadence du développement et la promotion des acquis sociaux réalisés, indique un communiqué du Conseil.



Avec sa volonté affichée pour adhérer aux BRICS: L'Algérie met la barre très haut

L'Algérie est en phase de passer d'un simple marché à un pays d'investissement et de production, affirme l'économiste Abderrahmane Hadeff qui énumère les réalisations ambitieuses et les perspectives prometteuses pour le développement de l'économie nationale.



Le projet de loi de finances 2023 au Conseil de la nation : Les chefs des groupes parlementaires saluent les nouvelles dispositions

Le débat sur le projet de loi de finances 2023 a été clôturé, ce mardi, au Conseil de la nation par les interventions des chefs des groupes parlementaires. Un texte qui, de leur avis, atteste de la volonté de l'Etat de poursuivre les réformes socioéconomiques, tout en tenant compte des équilibres entre les dépenses prévues et le matelas financier.



Loi de finances : Les sénateurs saluent le maintien des subventions

Les groupes parlementaires du Conseil de la nation ont salué, ce mardi, les efforts continus de l'Etat, à travers le texte de loi de finances 2023, pour le maintien des subventions en consécration de son caractère social.



[La nécessité d'accélérer la numérisation des secteurs névralgiques soulignée : Examen du projet de loi de Finances 2023 au Conseil de la nation](#)

Les sénateurs ont souligné, avant-hier lundi, la nécessité d'accélérer la numérisation des secteurs névralgiques ayant lien avec la gouvernance financière qui ont un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens, a indiqué un communiqué du Conseil de la nation. C'était lors d'une plénière consacrée l'examen du projet de loi de Finances (PLF- 2023), tenue sous la présidence de Salah Goudjil, président du Conseil de la Nation en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, en sa qualité de représentant du Gouvernement et nombre de ministres.



[Abderrahmane Hadeff, économiste: L'Algérie a les atouts pour devenir un pays émergent](#)

Pour le consultant et expert en géo-économie, Abderrahmane Hadeff, l'Algérie dispose de tous les atouts pour devenir un pays émergent. Invité hier sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio nationale, M. Hadeff a estimé que «l'Algérie est en phase de passer d'un simple marché à un pays d'investissement et de production», ajoutant que «les réalisations ambitieuses» réalisées ces deux dernières années, et «les perspectives prometteuses» sont de bon augure pour un «développement de l'économie nationale» lui permettant de devenir un «pays émergent».



[Le chemin est encore long](#)

Dans quelques jours, le président Tebboune bouclera la troisième année de son mandat à la tête du pays. Et déjà, ici et là, des voix s'élèvent pour appeler le premier magistrat du pays à poursuivre sa mission pour asseoir l'Algérie nouvelle, l'Algérie de demain.

Les membres du Conseil de la Nation valorisent les mesures financières et économiques contenues dans le PLF 2023

Les membres du Conseil de la Nation ont valorisé, lundi, l'ensemble des mesures financières et économiques et les dispositions législatives contenues dans le projet de Loi de finances (PLF-2023), soulignant leur rôle dans l'accélération de la cadence du développement et la promotion des acquis sociaux réalisés, indique un communiqué du Conseil.

«Les sénateurs ont mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la numérisation des secteurs



Tarifs douaniers voitures moins 3 ans : le ministre précise

Le ministre des Finances, Djamel Kassali, s'est exprimé au sujet des tarifs douaniers qui seront appliqués pour l'importation des voitures de moins de 3 ans. Retrouvez plus de détails à ce sujet dans les lignes qui suivent.

Algérie 360°

Loi de finances 2023 – Algérie : mesures essentielles et chiffres clés

Le ministre des Finances, Brahim Kassali, a présenté ce lundi 5 décembre, devant les membres du Conseil de la nation, le texte de loi de finances 2023. À cette occasion, le ministre a passé en revue les différentes mesures et les principaux indicateurs financiers que prévoit le texte pour le prochain exercice.



إيرادات الجباية البترولية تمثل 41 بالمائة من إجمالي إيرادات الميزانية المتوقعة في 2023 (كسالي)

أكد وزير المالية, إبراهيم جمال كسالي, اليوم الثلاثاء, أن إيرادات الجباية البترولية تمثل 41 بالمائة فقط من إجمالي إيرادات ميزانية الدولة المقدره لسنة 2023. وخلال جلسة علنية مخصصة للرد على أسئلة وانشغالات أعضاء مجلس الأمة في إطار مناقشة نص قانون المالية لسنة 2023, ترأسها صالح قوجيل, رئيس المجلس, بحضور أعضاء من الحكومة, قال السيد كسالي أن ميزانية الدولة لسنة 2023 ستشهد تحسن مردودية الجباية العادية والتي ستبلغ نسبة 59 بالمائة من إجمالي إيرادات الميزانية.

نص قانون المالية 2023: المجموعات البرلمانية لمجلس الأمة تثنى حفاظ الدولة على طابعها الاجتماعي

ثمنت المجموعات البرلمانية لمجلس الأمة، اليوم الثلاثاء، مواصلة الدولة لجهودها من خلال نص قانون المالية لسنة 2023 للمحافظة على الدعم، تكريسا لطابعها الاجتماعي. وخلال جلسة علنية مخصصة لمناقشة نص قانون المالية ل2023، ترأسها صالح قوجيل، رئيس المجلس، بحضور وزير المالية ابراهيم جمال كسالي وأعضاء الحكومة، عبر رؤساء المجموعات البرلمانية لمجلس الأمة عن دعمهم للتدابير الواردة في هذا النص والتي توصل الدولة من خلالها الدعم الاجتماعي لفائدة المواطنين، مع تحسين الشبكة الاستدلالية للرواتب والأنظمة التعويضية للموظفين.



يشروع في تجريبه نهاية ديسمبر الجاري.. كسالي:

* تكوين إطارات مركزية ومحلية تحسبا لتطبيق ميزانية البرامج * لا استنادة خارجية.. وصندوق ضبط الإيرادات لتغطية العجز



كشف وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، أمس، عن شروع إدارة الجمارك نهاية ديسمبر الجاري، في تجريب نظام معلوماتي جديد يسمح بتسيير نشاطاتها وإنتاج معطيات تسمح بأخذ قرارات صائبة لحماية الاقتصاد الوطني من الآفات المالية والفساد، مشيرا إلى أن النظام المحاسباتي الجديد، سيوضع حيز التنفيذ في مارس 2023، على أن يعمم تدريجيا.

رفع التجميد عن 301 مشروع خلال 2022

قال وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، اليوم الثلاثاء، إن السلطات العمومية قررت رفع التجميد "تدرجيا" عن المشاريع التي لها أولوية قطاعية أو إقليمية، أخذا بعين الاعتبار التطور الايجابي للموارد المالية. الوزير أوضح في جلسة علنية مخصصة للرد على أسئلة وانشغالات أعضاء مجلس الأمة في إطار مناقشة نص قانون المالية لسنة 2023 ، أن 95 بالمائة من رخص البرامج التي كانت موضوع رفع التجميد تعود أساسا إلى قطاعات الأشغال العمومية والنقل، التربية الوطنية، والتعليم العالي، والصحة، والموارد المائية، والداخلية والجماعات والمحلية.



تأييد بمجلس الأمة لمشروع قانون المالية 2023

الكتل البرلمانية: السياسة الاجتماعية خط أحمر في الجزائر الجديدة

ثمنت المجموعات البرلمانية لمجلس الأمة، الثلاثاء، مواصلة الدولة لجهودها من خلال نص قانون المالية لسنة 2023 للمحافظة على الدعم، تكريسا لطباغها الاجتماعي. وخلال جلسة علنية مخصصة لمناقشة نص قانون المالية لـ2023، ترأسها صالح قوجيل، رئيس المجلس، بحضور وزير المالية إبراهيم جمال كسالي وأعضاء الحكومة، عبر رؤساء المجموعات البرلمانية لمجلس الأمة عن دعمهم للتدابير الواردة في هذا النص والتي توصل الدولة من خلالها الدعم الاجتماعي لفائدة المواطنين، مع تحسين الشبكة الاستدلالية للرواتب والأنظمة التعويضية للموظفين.



ورؤساء المجموعات البرلمانية يثمنون التدابير والأحكام الواردة في قانون المالية لسنة 2023

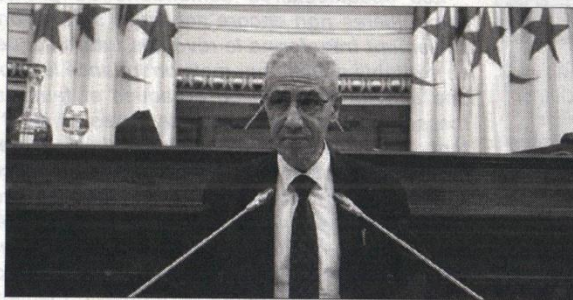
واصل أعضاء مجلس الأمة لليوم الثاني على التوالي، مداخلاتهم وكذا رؤساء المجموعات البرلمانية الممثلة بالمجلس، وذلك في الجلسة العلنية المخصصة لمناقشة نص قانون المالية لسنة 2023، المنعقدة صبيحة اليوم، الثلاثاء، برئاسة صالح قوجيل، رئيس مجلس الأمة، وحضور براهيم جمال كسالي، وزير المالية بصفته ممثلا للحكومة، والسيدة والسادة ياسين ميرابي، وزير التكوين والتعليم المهنيين؛ محمد عبد الحفيظ هني، وزير الفلاحة والتنمية الريفية؛ لخضر رخروخ، وزير الأشغال العمومية والري والمنشآت القاعدية؛ عبد الحق سايجي، وزير الصحة؛ وبسمة عزوار، وزيرة العلاقات مع البرلمان.

DÉFICIT BUDGÉTAIRE

Le ministre des Finances s'explique

Le ministre des Finances a répondu, hier mardi, aux questions des membres du Conseil de la nation autour du projet de loi de finances pour l'année 2023 qu'ils ont débattu deux jours durant.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Des interrogations des membres de la Chambre haute du Parlement concernant notamment la manière avec laquelle le gouvernement compte faire face au problème du déficit budgétaire qui passera de 4 092,3 mds de dinars (-15,9 du PIB) dans les prévisions de clôture pour 2022 à un déficit moyen de 5 720,0 mds de dinars sur la période 2023-2025 (-20,6% du PIB). Une hausse du déficit que Brahim Djamel Kassali explique par la «prise en charge des incidences financières occasionnées par la modification de la grille indiciaire des salaires, introduite en avril 2022, ainsi que l'intégration des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle et la conversion des contrats d'insertion sociale en contrats à durée illimitée». Ce qui a fait que la masse salariale prévue devrait atteindre 4 629 mil-



Photos : DF

liards de dinars l'année prochaine, soit 47,39% du budget de fonctionnement alors que l'impact financier de l'intervention économique de l'État passera à 1.927,20 milliards de dinars (+40,67% par rapport à 2022), qui seront répartis essentiellement sur la contribution au Fonds national du logement, l'augmentation des affectations allouées à l'assurance chômage et l'augmentation de la contribution de l'État à l'Office national des céréales, a expliqué le ministre.

Et quid des mesures prévues pour faire face à ce déficit ? À ce sujet, le ministre des Finances a évoqué deux mécanismes : le premier consiste à puiser dans le fonds de régulation des recettes

et le second consistera à recourir au financement bancaire, au marché financier ou l'endettement interne, précisant dans la foulée que le non recours à l'endettement extérieur relevait d'une décision de souveraineté des hautes autorités du pays, pour s'assurer une «autonomie de la décision politique et économique nationales».

Et par rapport à la destination des dotations budgétaires non affectées, Kassali a expliqué qu'il s'agit de réserves globales à même de permettre de couvrir des dépenses imprévues et de couvrir également l'opération de modification du point indiciaire, la prime de chômage et les pensions de retraite et d'autres mesures.

Lors des débats étalés sur deux jours, avant-hier lundi et hier mardi, les membres du Conseil de la nation ont valorisé l'ensemble des mesures financières et économiques et les dispositions législatives contenues dans ce projet de loi de finances (PLF-2023). Entre autres de ces mesures, la nécessité d'accélérer la numérisation des secteurs névralgiques ayant un lien avec la gouvernance financière qui ont un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens.

Aussi, certains intervenants sur la soixantaine qui ont pris part aux débats ont plaidé pour la prolongation de la limite d'âge fixée pour bénéficier de l'allocation chômage, en la ramenant de 40 à 50 ans, et le retour à la retraite anticipée après 32 ans de service. Ceci, quand d'autres se sont interrogés quant au bilan de déploiement des produits de la finance islamique et sa contribution effective au développement de l'économie nationale, ou encore la stratégie du gouvernement pour sortir de la dépendance à la fiscalité pétrolière.

La séance du vote de ce texte se tiendra, pour rappel, demain jeudi.

M. K.

PÉTROLE

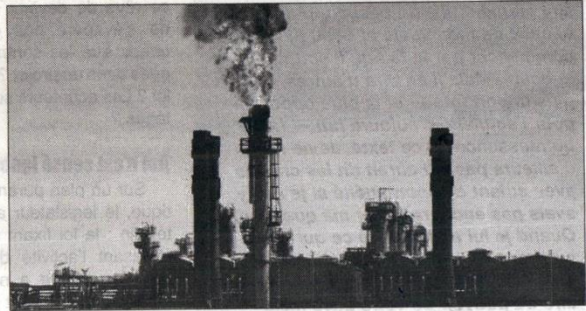
Vers un baril à 100 dollars en 2023

Une «combinaison plausible de choc» pourrait faire chuter la croissance à l'échelle mondiale à 1,0% l'an prochain, selon le FMI. Une combinaison de chocs possibles incluant un bond de 30% des prix du pétrole. Un cours qui avait été situé à 150 dollars le baril de Brent dans les perspectives de Bank of America (BoA), la même institution qui, dans ses toutes dernières prédictions cette fois, et malgré la chute des prix de ces dernières semaines, voit le baril du brut de la mer du Nord se stabiliser autour de 100 dollars en 2023.

C'est un prix du baril de pétrole qui est appelé à demeurer toujours aussi cher, considéré ainsi par les grands consommateurs mondiaux qui, à les entendre, même un baril à 50-60 dollars, voire encore moins, constitue un prix scandaleux. En tous les cas, la thèse d'un prix du baril à une moyenne de 100 dollars en 2023 fait son chemin. En effet, après que des perspectives eurent fait culminer, il y a quelques mois, le prix du baril de Brent à 130 dollars puis 150 dollars, il est prédit aujourd'hui, bien que le prix du pétrole de référence pour l'Algérie tourne autour de 85 dollars, un cours du brut de la mer du Nord de l'ordre de la centaine de dollars. Ainsi, dernier spécialiste des questions se rapportant à l'énergie en date, Bob McNally, le fondateur du cabinet d'expertise Rapidan Energy Group, est intervenu en début de semaine sur la chaîne tv de Bloomberg pour afficher sa conviction que le prix du Brent devrait atteindre les 100 dollars pas plus tard que le premier trimestre 2023.

Une prédiction qui a été émise également par une des plus grandes banques des États-Unis, Bank of America en l'occurrence, même si pour celle-ci, au contraire de ce qu'a établi l'expert de Rapidan Energy Group, le seuil des 100 dollars ne sera atteint par

le baril de Brent que plus tard durant l'année 2023. C'est en tous les cas, un cours du baril qui conforte les autorités algériennes qui se sont basées autour d'un baril à 60 dollars pour le prix de référence et 70 dollars pour le prix du marché dans l'établissement de la loi de finances 2023. Les fluctuations des cours de l'or noir qui iront jusqu'à atteindre puis dépasser la centaine de dollars le baril de Brent, Bank of America les met sur le compte des perturbations du marché qui pourraient intervenir suite à une action musclée de la Russie qui interviendrait sous la forme d'une interruption pure et simple des exportations de



pétrole en réponse aux dernières sanctions prononcées par les Occidentaux avec un plafonnement du prix du brut russe à 60 dollars, après une sanction qui, elle, est entrée en vigueur lundi avec l'embargo européen sur le pétrole russe transporté par voie maritime. La défection du brut russe du marché, ajoutée à la reconduction pour l'année 2023 des 2 millions barils de coupes quotidiennes dans la production des 23 pays producteurs de l'alliance Opep+, cela ne fera qu'engendrer des incertitudes sur le

marché dont les Occidentaux porteront une bonne partie de la responsabilité. Des spécialistes européens avaient déjà averti au printemps dernier des effets pervers qu'engendreraient des sanctions contre les hydrocarbures russes. Des experts auxquels les analystes de Bank of America avaient, en mai dernier, prêté leur voix pour alerter qu'une chute des exportations russes pourrait provoquer une envolée du prix du baril de Brent au-dessus de 150 dollars.

Azedine Maktour

DES PAYS AFRICAINS DONT LA TUNISIE SONT CONCERNÉS

Cevital négocie avec le gouvernement l'exportation de 300 000 tonnes de sucre

● Le fournisseur algérien Cevital a prévu pour ce marché, quelque 300 000 tonnes de sucre raffiné.

L'Algérie voit au secours des pays africains, particulièrement la Tunisie. En effet, confrontée à de graves pénuries de plusieurs matières premières, dont le sucre, la Tunisie devrait recevoir dans quelques jours une importante cargaison de sucre algérien. Le fournisseur n'est autre que Cevital, le géant de l'agroalimentaire du pays. Plusieurs autres Etats africains sont également concernés par cette opération. Le fournisseur algérien Cevital a prévu pour ce marché, quelque 300 000 tonnes de sucre raffiné. Pour ce faire, des négociations entre le gouvernement algérien et Cevital ont entamé la dernière phase avant de lancer les exportations. « Cette cargaison de 300 000 tonnes représente pour le groupe national Cevital une production de deux mois. Elle sera destinée pour plusieurs pays, exclusivement africains, tous en proie à des pénuries sévères de ce produit agroalimentaire », affirme un cadre du ministère du Commerce. Il est prévu que les exportations des 300 000 tonnes de sucre vers les pays africains seront effectuées par voie maritime. D'ailleurs, le site africaintelligence.com, qui a rapporté l'information, a affirmé que « le groupe Cevital a loué pour la circonstance des conteneurs auprès de différentes compagnies maritimes, telles que Maersk, MSC,



PHOTO : DR

ou encore CMA-CGM ». Il faut dire qu'en mars dernier, le président de la République Abdelmajid Tebboune avait ordonné d'interdire l'exportation des produits de consommation importés par l'Algérie, entre autres, le sucre, allant jusqu'à charger le ministre de la Justice d'élaborer un projet de loi pénalisant l'exportation de produits non produits localement, car, selon lui, cela représente un acte de sabotage

de l'économie nationale. Le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités commerciales au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Sami Koli, avait fait valoir à l'occasion que « l'exécution de cette mesure constitue une contribution par les opérateurs à la lumière de la conjoncture mondiale difficile marquée par l'annonce par plusieurs pays de décisions d'interdire

l'exportation des matières premières brutes ou les produits exportés à d'autres pays. De même qu'elle s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les pouvoirs publics pour fournir les produits de large consommation ». Au lendemain de cette décision à l'effet d'endiguer la pénurie, cette mesure avait affecté le Liban, l'un des plus grands importateurs de sucre algérien avec des volumes de 60 000

tonnes/an. Selon l'agence Reuters, son Premier ministre a saisi l'occasion de la tenue du forum de Doha pour en discuter avec le ministre algérien des Affaires étrangères. Najib Mikati a indiqué à Ramtane Lamamra que son pays espérait être exempté de la décision algérienne d'interdire l'exportation de sucres, mais l'Algérie n'a pas donné des suites favorables au Liban. Dans un communiqué du Conseil des ministres, rendu public le 28 mars, le chef de l'Etat avait souligné que « l'Algérie n'a pas l'intention d'accorder d'exceptions à l'exportation de denrées alimentaires, y compris le sucre, d'autant que le monde vit dans la pénurie en raison de la guerre russo-ukrainienne ». La première exception a profité à notre voisin de l'Est qui, le 9 septembre, a vu une trentaine de camions chargés de 20 000 tonnes de sucre venue d'Algérie franchir les frontières du poste Sakiet Sidi Youssef. La cargaison a été reçue par le directeur général de l'Office tunisien du commerce et le directeur régional du commerce de Kef. Il y a une semaine, la cheffe du gouvernement tunisien, Mme Najla Bouden, a salué à Alger le soutien et la solidarité de l'Algérie avec son pays en cette conjoncture « sensible » qu'il traverse. A. C.

LE SÉNAT SALUE LE MAINTIEN DU CARACTÈRE SOCIAL DE L'ÉTAT

Les groupes parlementaires du Conseil de la nation ont salué, hier, les efforts continus de l'Etat, à travers le texte de loi de finances 2023, pour le maintien des subventions en consécration de son caractère social. Lors d'une plénière dédiée pour l'examen du texte de loi de finances 2023 présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et des membres du Gouvernement, les présidents des groupes parlementaires du Conseil ont fait part de leur soutien aux dispositions prévues dans ce texte, à travers lesquelles, l'Etat maintient sa politique de subvention sociale au profit des citoyens tout en améliorant la grille indiciaire des salaires et les systèmes indemnitaires

des fonctionnaires. Ils ont également salué le fait que le texte de loi de finances 2023 ne prévoyait pas de nouvelles taxes ou impôts qui pèsent sur le citoyen. Dans ce sillage, le président du groupe parlementaire du parti du Front de libération nationale (FLN), Ahmed Salah Ltifi a souligné que le nouveau texte de loi de finances a consacré le caractère social de l'Etat traduit par les hausses notables au titre du budget 2023 dédiées à la subvention sociale. Il a également relevé l'importance des augmentations au titre du budget 2023 dédiées à l'amélioration de la grille indiciaire des salaires et des systèmes indemnitaires aux fonctionnaires, la création d'une allocation chômage, augmentation des pensions de retraite ainsi que les quotas

d'affectation dédiés au fonds de garantie des collectivités locales. Le président du groupe parlementaire des indépendants, Tahar Lazreg a mis en exergue, quant à lui, l'orientation de l'Etat affichée à travers le texte de loi de finances 2023 prévoyant davantage de subvention sociale préservant ainsi le pouvoir d'achat du citoyen. Les augmentations prévues dans le budget de 2023, selon l'intervenant, ont été essentiellement mises en place au profit du citoyen, visant notamment l'intégration des jeunes contractuels. De son côté, le chef du groupe parlementaire du Rassemblement national démocratique (RND), Afif Senoussa a affirmé que le gouvernement faisait de l'aide sociale, une priorité en dépit des conditions internationales complexes.

CONSEIL DE LA NATION

Les membres valorisent les mesures financières et économiques contenues dans le PLF 2023

«Les membres du Conseil de la Nation ont valorisé, lundi, l'ensemble des mesures financières et économiques et les dispositions législatives contenues dans le projet de Loi de finances (PLF-2023), soulignant leur rôle dans l'accélération de la cadence du développement et la promotion des acquis sociaux réalisés», indique un communiqué du Conseil.

Lors d'une plénière consacrée l'examen du PLF- 2023, sous la présidence de M. Salah Goudji, président du Conseil en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, en sa qualité de représentant du gouvernement et nombre de ministres, des membres de la chambre haute du parlement ont valorisé, dans

leurs interventions, «l'ensemble des mesures financières et économiques et les dispositions législatives contenues dans le texte de loi», précise le communiqué. «Ils ont mis en avant le rôle de ces mesures dans l'accélération du développement et la relance de l'économie nationale d'une part, et la préservation et la promotion des acquis sociaux», selon la même source. «Les sénateurs ont mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la numérisation des secteurs névralgiques ayant lien avec la gouvernance financière qui ont un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens», ajoute le communiqué. Les interventions du reste des sénateurs sur ce texte de loi se poursuivront mardi matin.

COMMENTAIRE

ENGAGEMENTS TENUS

Par Nadia Kerraz

Si d'aucuns avaient cru que l'Algérie nouvelle que le président Tebboune s'était engagé, avant son investiture en 2019, à édifier était un simple slogan défendu par un candidat à la magistrature suprême, ils sont bien obligés d'admettre aujourd'hui que cela n'est pas le cas. Certes, le scepticisme affiché à cette époque pouvait se comprendre, car à leur décharge, ils avaient bien conscience que l'héritage laissé par l'ancien système était tel qu'il pouvait sembler impossible de croire, voire d'espérer le voir disparaître en un laps de temps très court. Et pourtant, c'est ce qui s'est produit et continue à se produire, trois ans après. Au fil des mois et des années, les contours de cette Algérie à laquelle aspire tout Algérien ont commencé à prendre forme. Cela n'a pas été une sinécure, et on imagine facilement les résistances que le président de la République a dû vaincre pour asseoir son projet et sa vision. Pourtant, si dans l'Algérie nouvelle, certains résidus du temps passé sont encore visibles, tant il est vrai qu'il faudra un peu plus de temps et de patience

pour en venir à bout, il faut surtout admettre que tout est fait par le président de la République pour les éliminer définitivement. Les chantiers titanesques engagés ont été priorisés pour assurer une maîtrise dans leur réalisation. Celui de la refondation de l'Etat a été entrepris avec succès pour redonner à des Algériens, blasés par ce qu'ils ont vécu deux décennies durant, confiance en leur Etat. Et pour ce faire, il fallait manœuvrer, tel un boxeur aguerri qui travaille au corps son rival, pour faire évoluer les mentalités et les faire adhérer à un projet qui s'est avéré salubre pour le pays. En effet, il est difficile pour les Algériens de nier les avancées réalisées dans tous les domaines. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'elles sont considérables. Aujourd'hui, tous les indicateurs socioéconomiques sont au vert. Au plan externe, le retour en force de l'Algérie est une réalité admise même par certains cercles hostiles. D'aucuns pourraient croire que l'on en fait trop en soulignant les succès de notre diplomatie, mais ceux qui pensent ainsi ignorent la réalité et cette vérité ressassée par nos civils et militaires. A savoir que des complots sont tramés contre le pays, car l'Algérie dérange par ses positions et ses principes immuables qu'elle n'a de cesse de défendre.

Lors d'un récent colloque international sur «la géopolitique de l'extrémisme», le général d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, avait rappelé à l'assistance que «l'Algérie a mis en échec des stratégies qui visaient l'existence même de l'Etat». Lundi dernier, dans une allocution à l'ouverture des travaux d'un colloque international sur le droit d'accès du citoyen à la justice constitutionnelle, organisé au Palais des Nations, lue en son nom par le conseiller du président de la République chargé des affaires juridiques et judiciaires, Boualem Boualem, le président Tebboune avait tenu à préciser que la révision en profondeur de la Constitution de 2020 avait érigé la Cour constitutionnelle en «un rempart pour la démocratie et la stabilité du régime républicain au sein d'une Algérie attachée à la protection de la dignité de l'homme et la consécration du respect de ses droits». Après trois ans à la tête du pays, 80% des 54 engagements annoncés par le président Tebboune ont été honorés. Trois ans d'une présidence qui a permis aux Algériens de se réconcilier avec leur pays et à l'Algérie de reconquérir son lustre perdu.

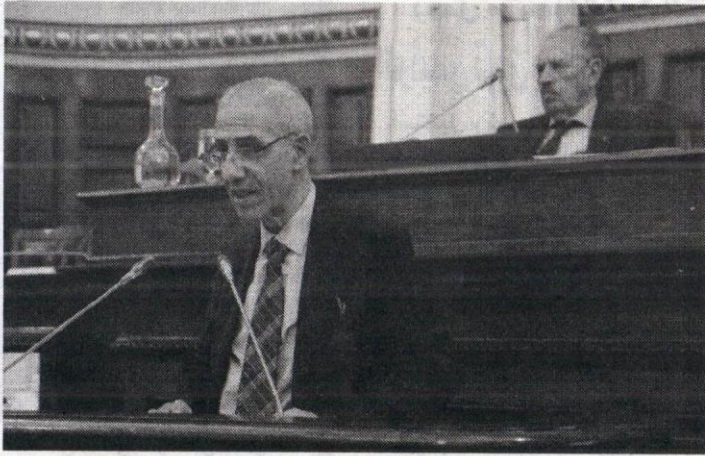
■ N. K.

في رده على انشغالات أعضاء مجلس الأمة .. كسالي:

الرئيس تبون حريص على حماية القدرة الشرائية للمواطنين

■ الإبقاء على مخصصات الدعم العمومي في مستويات مرتفعة

جند وزير المالية براهيم جمال كسالي، حرص الدولة بقيادة رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، على الحفاظ على القدرة الشرائية للأسر، مع الإبقاء على مخصصات الدعم العمومي في مستويات مرتفعة..



أوضح كسالي، في رده على انشغالات وتساولات أعضاء مجلس الأمة، بأن نص قانون المالية لسنة 2023، وُضع لتدارك الظرف الصعب الناجم عن التوترات الجيوميسياسية الدولية المستمرة وتوابعها على أسعار المواد الخام، لاسيما تلك المتعلقة بالمنتجات الغذائية، مما تطلب تدخل الدولة للحفاظ على المكتسبات الاجتماعية، مردفاً بأنه وإزاء هذا بادرت السلطات العمومية بجملة تدابير تدرج ضمن المساعي الهادفة إلى إعادة ضبط التوازنات الأساسية للمالية العمومية..

ممثل الحكومة أكد أن الإجراءات والتدابير المتخذة كانت الغاية من ورائها جعل القطاعات المعنية أكثر ملائمة مع شروط الإنعاش الاقتصادي، مع ترشيد النفقات وتخفيف أثر العجز الميزانياتي وكذا إدراج أحكام تراعي الوضع الاقتصادي العام من خلال تسهيلات ضريبية وأحكام أخرى تهدف إلى تنشيط البيئة الاقتصادية..

وفيما يتعلق برفع التجميد عن المشاريع، أكد كسالي بأن نسبة العمليات المعنية بالتجميد تقدر بـ10٪، بينما البرنامج الجاري إنجازه موضوع

التجميد عن برنامج مقدر بأكثر من 130 مليار دج موجه إلى 301 مشروع استثماري حامل لقيمة مضافة على المستويين المحلي والوطني..

التجميد يمثل 16٪ من مجموع ذلك البرنامج المسطر إلى غاية 31 ديسمبر 2021.. مبرزا في ذات الخصوص بأنه وخلال سنة 2022 تم رفع

قانون المالية لعام 2023 .. مجموعات برلمانية:

لا ضرائب أو رسوم جديدة تثقل كاهل المواطن

■ تحسين الشبكة الاستدلالية للرواتب والأنظمة التعويضية

تفنت المجموعات البرلمانية لمجلس الأمة، أمس، مواصلة الدولة لجهودها من خلال نص قانون المالية لسنة 2023 للمحافظة على الدعم، تكريسا لطابعها الاجتماعي.

الاجتماعي بما يحافظ بالدرجة الأولى على القدرة الشرائية للمواطن.

ولفت أن الزيادات التي تم رصدتها في ميزانية 2023 صبت أساسا في صالح المواطن ولاسيما من أجل إدماج الشباب المتعاقدين.

من جهته، أكد رئيس المجموعة البرلمانية للتجمع الوطني الديمقراطي عفيف سنوسة، أن الحكومة جعلت من الدعم الاجتماعي أولوية الأولويات، رغم الظروف العالمية الصعبة.

وطالب في ذات السياق بالمزيد من الإجراءات لمحاربة المضاربة وارتفاع الأسعار، ومنح الأولوية للمشاريع المتعلقة بالبنية التحتية. كما دعا إلى المزيد من الإجراءات لتشجيع الاستثمار وعصرنة الفلاحة والصناعات التحويلية.

أما رئيس المجموعة البرلمانية للثلاث الرئاسي، مساعد عروس، فقد عبر عن ارتياحه لحزمة التدابير الواردة في قانون المالية لـ2023 والتي تصب كلها في صالح المواطن، لاسيما لتحسين قدرته الشرائية.

ولفت إلى أن الدولة عبأت موارد مالية كبيرة، هي الأضخم في تاريخ البلاد، من خلال مشروع هذا القانون وذلك من أجل إنجاح الإقلاع الاقتصادي، مع ضمان خلوها من أية زيادة في أسعار المواد الاستهلاكية الأساسية والطاوية.

وأضاف، أن قانون المالية الجديد أكد أن "الطابع الاجتماعي للدولة هو خط أحمر في ظل جزائر الجديدة".

خلال جلسة علنية مخصصة لمناقشة نص قانون المالية لـ2023، ترأسها صالح قوجيل، رئيس المجلس، بحضور وزير المالية إبراهيم جمال كسالي وأعضاء الحكومة، عبر رؤساء المجموعات البرلمانية لمجلس الأمة عن دعمهم للتدابير الواردة في هذا النص والتي تواصل الدولة من خلالها الدعم الاجتماعي لفائدة المواطنين، مع تحسين الشبكة الاستدلالية للرواتب والأنظمة التعويضية للموظفين.

وثنوا في ذات السياق، خلو مشروع قانون المالية لسنة 2023 من أية ضرائب أو رسوم جديدة تثقل كاهل المواطن.

وفي هذا الإطار، أكد رئيس المجموعة البرلمانية لجهة التحرير الوطني، أحمد الصالح لطيفي، أن قانون المالية الجديد كرس الطابع الاجتماعي للدولة، حيث أن الزيادات الملحوظة في ميزانية 2023 جاءت نتيجة توسيع دائرة الدعم الاجتماعي، خدمة للمواطن.

كما لفت إلى أهمية الزيادات في ميزانية العام المقبل والموجهة لتحسين الشبكة الاستدلالية للرواتب والأنظمة التعويضية للموظفين واستحداث منحة البطالة ورفع منح وعلاوات التقاعد وكذا رفع حصص التخصيص الموجهة لصندوق الضمان للجماعات المحلية.

وثن رئيس المجموعة البرلمانية للأحرار الطاهر لزرق، بدوره، اتجاه الدولة، من خلال قانون المالية لسنة 2023، الرامسي إلى المزيد من الدعم

نص قانون المالية 2023: المجموعات البرلمانية لمجلس الأمة تثنى حفاظ الدولة على طابعها الاجتماعي

البرلمانية للأحرار، الطاهر لزرق بدوره اتجاه الدولة، من خلال قانون المالية لسنة 2023، الرامي الى المزيد من الدعم الاجتماعي بما يحافظ بالدرجة الأولى على القدرة الشرائية للمواطن.

لقت أن الزيادات التي تم رصدها في ميزانية 2023 انصبت اساسا في صالح المواطن ولاسيما من اجل ادماج الشباب المتعاقدين من جهته، أكد رئيس المجموعة البرلمانية للتجمع الوطني الديمقراطي، عفيف سنوسة، أن الحكومة جعلت من الدعم الاجتماعي أولوية الأولويات رغم الظروف العالمية الصعبة. وطالب في ذات السياق بالمزيد من الإجراءات إجارية المضاربة وارتفاع الأسعار، ومنح الأولوية للمشاريع المتعلقة بالبنية التحتية. كما دعا إلى المزيد من الإجراءات لتشجيع الاستثمار وعصرنة الفلاحة والصناعات التحويلية. أما رئيس المجموعة البرلمانية للثلاث الرئاسي، ساعد عروس، فقد عبر عن ارتياحه لحزمة التدابير الواردة في قانون المالية لـ 2023 والتي تصب كلها في صالح المواطن، لاسيما لتحسين قدرته الشرائية. ولقت أن الدولة عباة موارد مالية كبيرة، هي الأضخم في تاريخ البلاد، من خلال مشروع هذا القانون وذلك من أجل انجاح الاقلاع الاقتصادي، مع ضمان خلوها عن اية زيادة على المواد الاستهلاكية الأساسية والطاقوية. وأضاف أن قانون المالية الجديد أكد أن "الطابع الاجتماعي للدولة هو خط أحمر في ظل جزائر الجديدة".

م.خ

شمنت المجموعات البرلمانية لمجلس الأمة، أمس الثلاثاء، مواصلة الدولة لجهودها من خلال نص قانون المالية لسنة 2023 للمحافظة على الدعم، تكريسا لطابعها الاجتماعي.

وخلال جلسة علنية مخصصة لمناقشة نص قانون المالية لـ 2023، ترأسها صالح قوجيل، رئيس المجلس، بحضور وزير المالية إبراهيم جمال كسالي وأعضاء الحكومة، عبر رؤساء المجموعات البرلمانية لمجلس الأمة عن دعمهم للتدابير الواردة في هذا النص والتي تواصل الدولة من خلالها الدعم الاجتماعي لضائدة المواطنين، مع تحسين الشبكة الاستدلالية للرواتب والأنظمة التمويضية للموظفين. وثمان في السياق ذاته خلو مشروع قانون المالية لسنة 2023 من أية ضرائب أو رسوم جديدة تثقل كاهل المواطن.

إلى ذلك أكد رئيس المجموعة البرلمانية لجمعية التحرير الوطني، أحمد الصالح لطيفي، أن قانون المالية الجديد كرس الطابع الاجتماعي للدولة حيث أن الزيادات الملحوظة في ميزانية 2023 جاءت نتيجة توسيع دائرة الدعم الاجتماعي، خدمة للمواطن. كما لقت إلى أهمية الزيادات في ميزانية العام المقبل والموجهة لتحسين الشبكة الاستدلالية للرواتب والأنظمة التمويضية للموظفين واستحداث منحة البطالة ورفع منح وعلاوات التقاعد وكذا رفع حصص التخصيص الموجهة لصندوق الضمان للجماعات المحلية. وثمان رئيس المجموعة

أعضاء مجلس الأمة يناقشون قانون المالية 2023 تهمين إجراءات دفع عجلة التنمية والحفاظ على المكاسب الاجتماعية

■ استعجال رقمنة الحوكمة المالية وعلى رأسها الضرائب وأملاك الدولة والجمارك
 بمعالجتها وتداركها في القريب المنظور وهو ما من شأنه طمأنة الساكنة وتعزيز ثقتها في دولتها وتحقيق الإنصاف بين جميع ربوع الوطن " حسب ذات المصدر.

وأكد البرلمانيون في ذات السياق على "ضرورة تسريع وتيرة رقمنة القطاعات الحساسة ذات الصلة بالحوكمة المالية ولها تداعيات مباشرة على الحياة الاعتيادية للمواطنين، على غرار الضرائب وأملاك الدولة والجمارك".

كما دعا الأعضاء المتدخلون إلى "فرض مزيد الرقابة على صرف المال العام ورفع التجميد عن المشاريع الحيوية وتنفيذ التعليمات السامية لرئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، لاسيما تلك المتعلقة بتحسين القدرة الشرائية للمواطن وتثمين الأجور ورفع المعاشات ومنحة التقاعد، وكذا منحة البطالة وتبسيط الإجراءات"، منوهين بالعناية السامية والشخصية التي يوليها السيد رئيس الجمهورية لهذا الجانب التزاما بتعهداته مع الشعب الجزائري " حسب ذات البيان.

وحضر جلسة المناقشة كل من وزير التربية الوطنية عبد الحكيم بلعابد ووزيرة الثقافة والفنون صورية مولوجي ووزير الاتصال محمد بوسليماني ووزيرة البيئة والطاقت المتجددة سامية موالفي ووزيرة العلاقات مع البرلمان بسمة عزوار وكذا ممثل عن وزارة الدفاع الوطني يشير نفس المصدر.

■ ق.و

■ واصل أمس الثلاثاء أعضاء مجلس الأمة مناقشة نص مشروع قانون المالية لسنة 2023 بتقديم بقية مداخلات الأعضاء وكذا تدخلات رؤساء المجموعات البرلمانية الممثلة بالمجلس.

وثمن أعضاء مجلس الأمة مجمل الإجراءات المالية والاقتصادية والتدابير التشريعية التي أتى بها مشروع قانون المالية لسنة 2023 مبرزين دورها في تسريع وتيرة التنمية والحفاظ على المكاسب الاجتماعية المحققة وترقيتها حسبما جاء في بيان للمجلس.

وأوضح البيان أن أعضاء الغرفة العليا للبرلمان المتدخلين خلال جلسة علنية خصصت لمناقشة نص القانون المتضمن قانون المالية لسنة 2023 برئاسة السيد صالح قوجيل رئيس المجلس بحضور إبراهيم جمال كسالي وزير المالية بصفته ممثلا للحكومة وعددا من الوزراء " ثمنوا مجمل الإجراءات المالية والاقتصادية والتدابير التشريعية التي أتى بها نص هذا القانون، مبرزين دورها في تسريع وتيرة التنمية ودفع عجلة الاقتصاد الوطني من جهة والحفاظ على المكاسب الاجتماعية المحققة وترقيتها وذلك تكريسا للطابع الاجتماعي للدولة". كما تطرق الأعضاء المتدخلون في هذه الجلسة والذين بلغ عددهم 28 متدخل إلى "مختلف الوضعيات التنموية والإدارية التي تشهدها ولايات الوطن بالتركيز على النقائص والثغرات التي وجب التكفل

وكالة الأنباء الجزائرية تبرز أوامر الرئيس تبون للحكومة الزيادات الجديدة في الأجور بداية من جانفي

تجاوزت قيمة الميزانية السنوية المخصصة للتحويلات الاجتماعية في إطار قانون المالية لسنة 2023، مبلغ 5000 مليار دينار، تشمل التحويلات المباشرة والضمنية معا. وأوضحت وكالة الأنباء الجزائرية، أمس، أن الرئيس تبون أمر "بالتحضير للنصوص التطبيقية التي ستسمح برفع الأجور ومنح التقاعد ومنحة البطالة للشروع في صب الزيادات المالية بداية من جانفي المقبل".

التي باشرها الرئيس، عقب انتخابه رئيسا للجمهورية في ديسمبر 2019، وذلك من خلال استراتيجية شاملة مبنية على رؤية سياسية واضحة، أساسها "استعادة الشعب لثقتته في دولته والالتفاف حولها بغية ضمان استقرارها ومستقبلها" مع استعادة هيبة الدولة من خلال ترتيب الأولويات والاستجابة للتطلعات العميقة والمشروعة للشعب نحو التغيير الجذري لنمط الحكم.

وأبرزت الوكالة "استعادة هيبة الدولة من خلال استكمال البناء المؤسساتي توازيا مع أخلاق الحياة العامة ومكافحة كل أشكال الفساد وتكريس استقلالية العدالة التي تواصل حريتها على من تسببوا في الإضرار بالمؤسسات ونهبوا المال العام".

كما أبرزت أيضا "تجسيد أزيد من 80 في المائة من الالتزامات الـ54 لرئيس الجمهورية، حيث تجاوزت البلاد بذلك مراحل مهمة وحققت الأصب" كل ذلك "في ظرف زمني وجيز ومنناخ جيو-سياسي واقتصادي عصيب.. كما أشارت إلى "تنصيب أعضاء المجلس الأعلى للشباب وأعضاء المجلس الأعلى للطاقة".

محاسبة المسؤولين وتطبيق القوانين

وعرجت وكالة الأنباء الرسمية على تنصيب المفتشية العامة لرئاسة الجمهورية "التي تعد من بين أهم التعهدات التي سعى الرئيس تبون لتحقيقها ميدانيا بهدف استرجاع ثقة المواطن اعتمادا على مراقبة عمل المسؤولين والسهر على تنفيذ القرارات الحكومية وتطبيق قوانين الجمهورية" في أعقاب تجديد السلطات الثلاث التشريعية والتنفيذية والقضائية. وهو المسعى الذي لقي حسبا "تنويها خاصا من طرف الدول الأعضاء في مجلس حقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة التي أجمعت لدى استعراضها الشهر الماضي للتقرير الدوري الشامل الرابع للجزائر، على الإشادة بنجاح الجزائر في التأسيس لبناء مؤسساتي صلب".



إجراءات لتحسين القدرة الشرائية للمواطن ورفع الأجور دون إدراج أي ضرائب جديدة

ح. أحمد

● أوردت الوكالة أن مشروع قانون المالية لسنة 2023 "يعزز المكاسب الاجتماعية من خلال إجراءات تحسين القدرة الشرائية للمواطن والحفاظ على دعم المواد ذات الاستهلاك الواسع ورفع الأجور دون أن يتضمن إدراج أي ضرائب جديدة..".

وذكرت الوكالة أن التدابير العملية في مجال محاربة كل أشكال المضاربة التي أثقلت كاهل المواطن، سمحت "بإعادة الأمور إلى نصابها بعد أن استقرت عمليات التمويل ووفرة المواد".

وقد أمر الرئيس تبون "بالتحضير للنصوص التطبيقية التي ستسمح برفع الأجور ومنح التقاعد ومنحة البطالة للشروع في صب الزيادات المالية بداية من جانفي المقبل".

وعادت الوكالة إلى أوامر رئيس الجمهورية السابقة بإعفاء جميع الأشخاص الذين يتقاضون أجورا لا تتجاوز 30 ألف دج من الضريبة على الدخل الإجمالي، فضلا عن تخفيض معدل الضريبة على الدخل الإجمالي لفائدة أكثر من 9 ملايين شخص. وبذات

المناسبة، ذكرت بتصريحات الرئيس بخصوص الطابع الاجتماعي للدولة بأنه "عقيدة راسخة لن نتخلى عنها" من خلال التدابير "الكفيلة بدعم القدرة الشرائية للمواطن رغم الظرف الاقتصادي الصعب الذي أفرزته تداعيات الأزمة الصحية العالمية".

كما نقلت توجيهات رئيس الجمهورية في ثالث لقاء له مع ولاية الجمهورية، شهر سبتمبر الماضي، بأن "سنة 2023 ستكون حافلة بإجراءات جديدة تصب في صالح المواطن البسيط الذي قال إنه يظل الأولوية ومحور اهتمام الدولة".

كما تحدثت الوكالة عن حصيلة 3 سنوات من رئاسة تبون "أساسها انتقال سياسي سلس يراعي المبادئ الدستورية والإرادة الشعبية وطفرة اقتصادية مبنية على تهمين القدرات الوطنية وتحرير المبادرات والطاقت الشبانية".

وحظيت هذه التجربة -حسب المصدر ذاته- بإشادة دولية واسعة من طرف عديد الهيئات الأمامية ومخابر البحث المختصة التي نوهت بالنتائج الإيجابية للورشات الإصلاحية



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger